

# GO FORMATION

## NEWSLETTER

N° 4/2014

17 avril 2014

### FORMATION 1

Remise des diplômes universitaires 2014 - Promotion Robert Goebbels

### ACTUALITÉ 5

Réunion entre les partenaires de la formation professionnelle l'Inspection du Travail et des Mines

### AGENDA 6

- Formations longues
- Séminaires

## REMISE DES DIPLÔMES UNIVERSITAIRES 2014 - PROMOTION ROBERT GOEBBELS

Le 3 avril 2014 a eu lieu la solennelle remise des diplômes universitaires du Luxembourg Lifelong Learning Center de la Chambre des salariés à l'Hôtel Parc Belle-Vue.

La cérémonie a débuté par une allocution de bienvenue de Monsieur Marc Glesener, président de l'ALEBA, qui a relevé l'impact de la mondialisation sur l'emploi et l'importance dans ce contexte de la formation tout au long de la vie. La cérémonie s'est poursuivie par une allocution de Monsieur Robert Goebbels, ancien ministre et député au parlement européen sur le thème « L'Union européenne peut-elle rester une puissance économique mondiale ? » et que vous trouverez à la page suivante. Monsieur Goebbels nous a fait l'honneur de parrainer la remise des diplômes universitaires 2014 au cours de laquelle ont été diplômés :

- 14 lauréats du Certificat en Contrôle Interne, organisé en collaboration avec ICHEC-Entreprises de Bruxelles ;
- 2 lauréats du Diplôme d'Études Spécialisées en Management et Coaching des Hommes, organisé en collaboration avec ICHEC-Entreprises de Bruxelles ;

- 4 lauréats du Diplôme d'Études Spécialisées en Gestion de Patrimoine, organisé en collaboration avec ICHEC-Entreprises de Bruxelles ;

- 7 lauréats du Diplôme d'Études Spécialisées en Risk Management, organisé en collaboration avec ICHEC-Entreprises de Bruxelles ;

- 16 lauréats du Master Administration des Entreprises, organisé en collaboration avec l'ISAM-IAE Nancy de l'Université de Lorraine ;

- 13 lauréats du Master Banque, Finance, Assurance, parcours Fonds et Gestion privée, organisé en collaboration avec l'Université Paris-Ouest Nanterre La Défense (Paris X).

Les représentants des universités et établissements d'enseignement supérieur nous ont fait l'honneur de leur présence lors de cette remise. Ainsi, Monsieur Philippe Smans d'ICHEC-Entreprises, Monsieur le Professeur Didier Folus et Madame Béatrice de Séverac de l'Université Paris-Ouest Nanterre La Défense, Monsieur Thierry Jacquot, Monsieur Amédée Pedon et Madame Laure Carvoyeur de l'ISAM-IAE Nancy ont personnellement félicité les lauréats à l'occasion de cette remise des diplômes.



# FORMATION

**Discours de Monsieur Robert Goebbels, ancien ministre, député au parlement européen et parrain de la promotion 2014 du Luxembourg Lifelong Learning Center à l'occasion de la remise des diplômes universitaires du 3 avril 2014 à l'Hôtel Parc Belle-Vue.**

## **L'Union Européenne peut-elle rester une puissance économique mondiale?**

Il y a exactement cent ans, à la veille de la « Grande Guerre », le monde était sous la domination totale de l'« homme blanc ». Dix nations européennes et leur transplant américain régnèrent sur 60% des territoires du globe. La Grande Bretagne, la France, l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, les Pays Bas, la Belgique, la Russie et les États-Unis contrôlèrent 80% de la production économique mondiale.

Deux guerres mondiales et une guerre froide plus tard, cette domination européenne du monde n'est qu'un lointain souvenir. Depuis un quart de siècle d'autres acteurs ont émergé sur la scène mondiale, où des pays comme la Chine et l'Inde font leur retour.

Le 21<sup>e</sup> siècle sera façonné par les rivaux de l'océan Pacifique au nom si trompeur. Jusque dans les années 80 l'économie mondiale était dominée pour deux tiers par la triade États-Unis, Japon, Union Européenne. Avec la dislocation de l'Union Soviétique et de son glacis, d'aucuns décrétèrent « la fin de l'histoire ». Une mondialisation heureuse devait permettre à l'humanité de se consacrer aux problèmes du sous-développement, les « millenium goals ». Notamment pour contrer la pression continue d'une population mondiale croissante sur les ressources naturelles et l'environnement.

Mais l'histoire ne connaît pas d'avenir prédéterminé. Elle est insensible aux rêves et aux vœux pieux des humains. L'évolution du monde est façonnée par des centaines de millions d'acteurs divers. Les historiens essayant d'en synthétiser l'évolution seront toujours dépassés par le flux imprévisible du temps.

Essayons de faire le constat du présent. La croissance économique est devenue essentiellement asiatique. Pour simplifier à outrance on peut dire que l'argent est du côté du soleil levant, alors que

les dettes sont au ponant. En 2013, les 10 pays détenant les plus importantes réserves de change furent en ordre décroissant la Chine, le Japon, la Russie, l'Arabie Saoudite, Taiwan, l'Inde, la Corée du Sud, Hongkong, le Brésil et Singapour.

Certains de ces pays, comme la Russie ou l'Arabie Saoudite, vivent de leurs richesses naturelles. Les autres sont des acteurs industriels puissants, qui détrônent dans nombre de secteurs économiques Américains et Européens.

Sur les 200 États représentés aux Nations Unies, 18 pays cumulent 75% de la population mondiale. Parmi les 18 figure un seul pays de l'Union : l'Allemagne.

En fait, ce que nous appelons un peu abusivement l'Europe, les 28 États de l'Union, ne comptent qu'en addition. Ensemble nous sommes encore la première force économique du monde, notre marché intérieur de quelque 505 millions de consommateurs le plus solvable. L'Union Européenne est le premier client du reste du monde. Nous sommes la première destination pour les investissements directs étrangers.

En tant qu'entité l'Union Européenne reste le premier exportateur mondial de biens et de services, devant la Chine et les États-Unis. Nous sommes la première source d'investissements pour tous les autres. Les Européens détiennent le stock d'investissements mondiaux le plus important.

C'est le côté chocolat de la médaille. Dans beaucoup de secteurs les positions européennes s'effritent. Alors qu'au tournant du siècle l'Union Européenne comptait encore pour un tiers de la création annuelle de richesses mondiales, notre part dans la production mondiale brute tourne actuellement autour du quart. C'est encore appréciable pour une entité qui ne représente même plus 8% de la population mondiale.



Force est de constater que dans un monde financièrement de plus en plus interdépendant, ce sont les Européens qui ont le plus souffert des crises économiques et monétaires des 20 dernières années. Le « turmoil » asiatique de la fin des années 90, malgré ses répercussions néfastes sur la finance occidentale, était attribuée dédaigneusement au « crony capitalism » à l'œuvre chez les « tigres » émergents.

Mais l'implosion au début du siècle de la « dotcom bubble », le célèbre « nouveau paradigme économique » engendré par les technologies numériques ; puis la grande crise partie en 2007 des États-Unis avec l'implosion des nouveaux produits financiers bâtis sur l'illusion d'une valorisation éternelle de l'immobilier américain ; enfin l'effondrement de Lehman Brothers en 2008 ont bien montré que le capitalisme spéculatif américain, britannique et continental relevait du vol organisé, avec privatisation des bénéfices et socialisation des pertes.

Le tsunami dévastateur frappant la finance internationale a enclenché une crise économique et sociale globale. Les Américains et surtout les Européens furent le plus brutalement touchés. Le sauvetage public de la finance privée mit à mal les budgets des États occidentaux déjà très endettés. Augmentations d'impôts et austérité budgétaire ont provoqué une saignée dans l'économie réelle, avec 27 millions de chômeurs dans la seule Union Européenne.

Le secteur industriel européen a le plus souffert. La quote part de l'industrie dans le produit social de l'Union est tombé de 20 à 15% en 10 ans. Plus de 5.500 entreprises industrielles furent « restructurées » ou fermées, avec la perte nette de 4 millions d'emplois industriels. Comme un emploi industriel génère en moyenne deux emplois dans les services, l'origine de près de la moitié du chômage trouve son explication dans le déclin industriel de l'Europe.

L'industrie étant à l'origine de 80% des innovations, cette perte de substance est néfaste pour le développement technologique européen. D'ailleurs des pays comme le Japon, la Chine, la Corée du Sud, longtemps décriés comme les champions de la contrefaçon, dépassent régulièrement les Européens en matière de dépôts de brevets.

Le développement de la téléphonie portable s'est fait sur base d'une norme européenne. Tout comme le protocole du « World Wide Web » fut écrit au CERN de Genève. Mais les Européens n'ont pas su capitaliser sur leurs inventions. Phillips a inventé le « compact disc », l'industrie japonaise l'a commercialisé. Nokia et Ericsson furent les champions mondiaux des portables. Ils ont raté la révolution des « smart phones ». L'année dernière la vente des portables classiques resta sous le milliard d'unités. La vente des « smart phones » dépassa le milliard. La première marque mondiale est désormais le coréen Samsung. Apple, avec ses produits « conceived in California, made in China », s'est maintenu au second rang, talonné de près par le chinois Huawei. Aux 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> places sont

un autre Coréen et un autre Chinois. Les Européens ont tous été absorbés par la concurrence.

Parmi les 10 premières compagnies d'aviation au monde, il n'y a plus de compagnie européenne. La libre concurrence voulue par l'Europe est passée par là. L'interdiction des subventions aux anciens « champions nationaux » a abouti à des restructurations brutales. Si l'apparition des Ryanair et autres « low cost » fut plutôt bénéfique pour les touristes, le marché mondial est maintenant dominé par les compagnies asiatiques et celles du Golfe arabe.

L'industrie automobile européenne fut la première au monde. Mais depuis 2008 la production en Europe est tombée de 16 à 12 millions de voitures. Pour se maintenir l'industrie européenne restructure chez elle, mais investit dans des pays tiers : Volkswagen crée un nouveau site de production aux États-Unis, Renault au Maroc, Peugeot en Chine. Volvo et Saab sont absorbés par des constructeurs chinois. L'indien Tata s'est approprié avec Jaguar et Land Rover un fleuron de l'industrie automobile britannique, qui grâce à Maggy Thatcher est passé entièrement sous contrôle étranger.

Dans le secteur sidérurgique la saignée est cruelle. En 20 ans le nombre des sidérurgistes européens a diminué de 26 à 8 sociétés. ArcelorMittal est une « consolidation » de 14 sociétés anciennement indépendantes. Mais comme les deux tiers de la consommation mondiale d'acier se font en Asie, les usines sidérurgiques européennes sont à l'arrêt ou tournent à 50% de leurs capacités. Depuis 2008 la production européenne s'est rétrécie de 25%. En 2013, la production mondiale d'acier était de 1,6 milliards de tonnes, l'Europe produisant à peine un dixième. Toutefois les sidérurgistes européens continuent d'investir. Mittal investit en Asie et en Afrique, l'autrichien Voest aux États-Unis.

L'industrie chimique européenne, encore la

première au monde avec 25.000 entités, est menacée d'implosion. Une réglementation de plus en plus bureaucratique, une dépendance croissante de matières premières de pays tiers et surtout un coût de l'énergie plus important que chez les principaux concurrents font qu'il y a désinvestissement en Europe. Les Bayer, BASF et autres Total investissent dans de nouvelles capacités de production aux États-Unis. Selon « Le Monde » quelque 135 projets européens d'une valeur de 90 milliards de \$ sont actuellement prévus dans le seul secteur chimique et pétrochimique américain.

Alors que la dépendance énergétique de l'Europe s'accroît, l'Amérique est proche de l'autosuffisance. La technologie du « fracking », décriée en Europe, a non seulement permis l'exploitation du gaz de schiste, mais également de réactiver des puits de pétrole considérés comme épuisés. Les prix pour l'électricité et pour le gaz sont en forte baisse, accroissant ainsi le pouvoir d'achat des consommateurs et promouvant la compétitivité de l'économie américaine, avec à la clef une baisse importante du chômage.

Le gaz de schiste représente maintenant 60% de la consommation de gaz naturel américain. Il remplace de plus en plus le charbon comme source de production d'électricité. Ce qui fait baisser les émissions de gaz carbonique aux États-Unis. La fermeture de centrales à charbon américaines s'est soldée par une chute de prix du charbon, incitant les Britanniques et les Allemands à produire plus d'électricité à base de charbon. Dans le pays de l'« Energiewende » les grandes avancées en matière d'énergie renouvelables font paradoxalement que les émissions de CO<sup>2</sup> allemandes ont augmenté en 2012 et 2013. À une demande fluctuante correspondant une offre également fluctuante d'énergies renouvelables. Celles-ci fournissent de façon aléatoire entre 5 et 65% de l'électricité consommée en Allemagne. Les « backup » mobilisés en cas de manque de vent ou de soleil sont le plus souvent des centrales à charbon plus polluantes.

Un des grands problèmes des Européens est une technophobie croissante. Que ce soient les biotechnologies, les nanotechnologies, la chimie ou maintenant les énergies non conventionnelles, les Euro-



peens étudient d'abord les risques, alors qu'Américains et Asiatiques exploitent les nouvelles opportunités. Alors que 8 milliards d'êtres humains à espérance de vie croissante utilisent la bagatelle de 11 milliards de téléphones portables, la Commission continue à financer une multitude d'études sur les risques éventuels des ondes électromagnétiques.

L'optimisme est asiatique et américain, les peurs sont européennes. L'évident changement climatique incite les Européens à s'imposer des politiques sensés donner l'exemple au reste du monde. Toutefois ce dernier ne suit pas le prétendu « leadership » de l'Union.

Les émissions européennes de gaz à effet de serre sont tombées de 14 à moins de 11% des émissions mondiales. Selon les Nations Unies les émissions globales ont parallèlement augmentés de 46%. L'Union et une demi-douzaine de pays européens sont les seuls à entrer dans l'après-Kyoto. Les Américains, les Chinois, les Indiens et autres Brésiliens n'ont jamais ratifié les accords. Parmi les grands pays ayant souscrit à Kyoto, le Canada, le Japon, la Russie, la Nouvelle Zélande s'en sont retirés. L'Australie vient de liquider son Haut Commissariat au Changement Climatique.

Il est faux de croire que le reste du monde ignore les défis du climat. Les Brésiliens utilisent massivement du bioéthanol renouvelable. Les Chinois sont devenus le premier producteur mondial d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques. En chiffres absolus la Chine a investi ces dernières années davantage dans les énergies renouvelables que les Européens. Malgré Fukushima les Chinois, les Indiens, les Américains et même les Japonais misent de nouveau sur l'énergie nucléaire. Selon le rapport de Bangkok de l'IPCC l'objectif d'une stabilisation globale des émissions de CO<sup>2</sup> nécessiterait une quote-part du nucléaire de 30% dans le mixe énergétique mondial.

En imposant constamment de nouvelles charges à l'économie européenne et, partant, aux citoyens, consommateurs captifs d'énergie toujours plus chère, les pays de l'Union suscitent une « fuite de carbone » vers des pays à efficience énergétique moindre. En 2013, l'Europe a ainsi importé pour la première fois plus

d'aluminium en provenance de pays tiers, qu'elle n'en a produit dans l'Union.

Les faits que je viens d'énumérer vont contre la pensée unique européenne. Mais je reste convaincu qu'un changement de mentalité est nécessaire au niveau de l'Union, qui est devenue une machine à produire des réglementations tous azimut.

Même s'il faut souligner que sans les propositions de la Commission Européenne, la majorité des pays membres n'auraient pas de législation notable en matière de protection des consommateurs, de santé publique, de défense de l'environnement. Mais 150.000 pages d'acquis communautaire sont une véritable logorrhée.

Il existe 200 directives en matière de protection de l'environnement. Tout est couvert. Mais lorsqu'un État européen envisage d'exploiter ses ressources en gaz de schiste, le Parlement Européen exige une réglementation spécifique. Alors que la Commission souligne que pas moins de 16 directives seraient d'application pour toute mise en place d'une telle exploitation.

La sur-réglementation est une des causes de la fatigue européenne ambiante, même si les États ont tendance à trop charger la Commission de tous les maux. La vérité est que la Commission propose, et que les co-législateurs, les Gouvernements et le Parlement Européen disposent.

Si ces dernières années la politique européenne était trop néo-libérale, si Bruxelles s'obstinait dans une politique de rigueur et d'austérité suscitant même des critiques dans les temples du capitalisme que sont l'OCDE et le FMI, la raison profonde de cette obstination bruxelloise se trouvait dans l'orientation politique de la majorité des Gouvernements et de la majorité au Parlement Européen.

Le risque est grand que le désamour croissant des peuples européens avec la construction européenne se traduise lors des prochaines élections du Parlement Européen par fuite des électeurs dans une abstention stérile, voire dans un vote protestataire en faveur de partis anti-européens d'extrême gauche ou d'extrême droite.

Ceux qui prétendent vouloir une « autre Europe » sont incapables de la définir. Ceux qui prônent une renationalisation des politiques européennes se retrouveraient bien seuls face à une mondialisation inévitable.

Dans sa géométrie actuelle l'Europe représenta en 1960 13,3% de la population mondiale. En 2010, les 500 millions d'Européens n'étaient plus que 7,3%. Dans 20 ans, plus de 9 milliards d'êtres humains peupleront la terre. L'Union Européenne sera toujours constituée d'un demi-milliard de citoyens, à condition de s'ouvrir à l'immigration. Mais elle ne représentera plus que 3 à 4% de la population mondiale.

En d'autres mots : les États membres de l'Union ne pèseront dans les affaires mondiales qu'ensemble. Unis dans la diversité, tel restera notre destin commun.

À vrai dire le reste du monde nous envie cette construction européenne, qui malgré ses défauts et ses politiques critiquables a produit la société la plus démocratique, la plus respectueuse des droits humains, la plus égalitaire et la plus sociale au monde, même si les acquis sociaux européens sont sous pression.

L'attractivité de l'Europe est paradoxalement prouvée par les centaines de milliers d'immigrés clandestins, qui risquent leur vie, et trop souvent la perdent, en essayant de rejoindre l'« enfer européen » décrié par nombre d'Européens.

L'Europe peut se ressaisir. En s'ouvrant davantage aux nouvelles technologies et en investissant plus dans la recherche et surtout le développement. En imposant une efficience énergétique croissante doublé d'un mixe énergétique moins dogmatique. En mettant son industrie en mesure de lutter sans charges unilatérales contre la concurrence internationale. En poursuivant une politique environnementale moins doctrinaire et plus pragmatique. Bref, en ayant le courage du réalisme pour une révolution du possible.

**Robert Goebbels**

# ACTUALITÉ

## RÉUNION ENTRE LES PARTENAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'INSPECTION DU TRAVAIL ET DES MINES

Un volet important de la formation professionnelle est la surveillance en entreprise du déroulement de l'apprentissage. Pour régler les problèmes quotidiens liés à la formation que peuvent rencontrer apprenti(e)s et patrons-formateurs, la fonction du conseiller à l'apprentissage a été créée.

Actuellement cette mission est confiée à 10 conseillers, qui sous la tutelle de la Chambre des salariés (CSL), du Ministère de l'Éducation nationale (MEN) et des chambres professionnelles patronales, interviennent en entreprise pour aider et suivre les apprentis dans leur progression d'apprendre un métier voire une profession. Ces conseillers ont également la mission d'intervenir en tant que médiateurs. Lorsque le conseiller constate l'une ou l'autre anomalie liée à l'apprentissage lors d'une visite en entreprise, il doit tenter de trouver une solution acceptable pour les différentes parties, apprenti(e)-patron formateur.

Or tel n'est pas toujours chose facile et les problèmes détectés peuvent dépasser le cadre de l'apprentissage. Afin de trouver dans tels cas une solution au problème les partenaires en charge de la formation professionnelle, à savoir le MEN, la CSL et les chambres professionnelles patronales, ont décidé de renforcer la collaboration sur le terrain entre les conseillers à l'apprentissage et les inspecteurs de l'Inspection du Travail et des Mines (ITM).

À cet effet une convention stipulant les modalités de collaboration entre conseillers et inspecteurs a été signée en mars 2012 entre les partenaires précités et l'ITM.



Deux années plus tard, le 17 mars 2014 un premier bilan de cette collaboration fut tiré dans les locaux de la Chambre des salariés.

Et le bilan est plus que prometteur : dans la plupart des cas exposés les problèmes soulevés ont pu être résolus par une démarche commune entre conseillers et inspecteurs, et ce à la grande satisfaction des jeunes, des entreprises et des institutions en charge de la surveillance de l'apprentissage, à savoir les chambres professionnelles et le MEN.

Par ailleurs cette réunion a permis de nourrir et d'échanger de part et d'autre de nouvelles pistes de réflexion très intéressantes pour soutenir et favoriser un apprentissage de qualité.

# AGENDA

## Formations longues

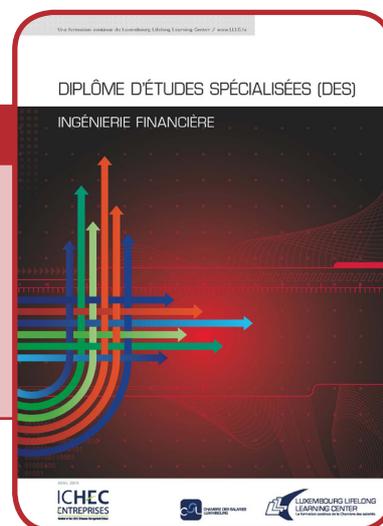
- Diplôme d'Études Spécialisées (DES)  
Ingénierie Financière  
partenaire : ICHEC-Entreprises, Bruxelles  
*3 juin 2014*
- Diplôme d'Études Spécialisées (DES)  
Management et Développement (Coaching)  
des Hommes  
partenaire : ICHEC-Entreprises, Bruxelles  
*17 juin 2014*
- Diplôme d'Accès aux Études Universitaires (DAEU-A)  
partenaire : Université de Lorraine  
*octobre 2014*
- Certificat de Compétence Management de la Santé, du  
Bien-Être et du Développement Durable au Travail pour  
les TPE/PME  
partenaire : Conservatoire National des Arts et Métiers (Cnam)  
*octobre 2014*
- Master Banque, Finance, Assurance  
parcours Fonds et Gestion Privée  
partenaire : Université Paris-Ouest Nanterre - La Défense  
*octobre 2014*

ICHEC-Entreprises

Ingénierie Financière

**Prochaine formation : 3 juin 2014**

**[CLIQUEZ ICI POUR PLUS D'INFORMATIONS](#)**



# AGENDA

## Séminaires

### Économie, Finances et Comptabilité

S1009	Les produits dérivés	5 & 6 mai 2014
S1087	Comprendre la Bourse et l'économie actuelle	7 & 8 mai 2014
S1171	Acquérir une structure de pensée en économie	15 mai 2014

### Développement personnel et professionnel

S2187	Körpersprache - Nonverbale Signale erkennen und einsetzen	7. Mai 2014
S2201	Faites de vos émotions un atout managérial	7, 8 et 9 mai 2014

### Bien-être et Santé au travail

S3039	Gérer son stress pour mieux vivre personnellement et professionnellement	6 & 7 mai 2014
S3022	Gagner son aisance dans les situations stressantes	15 & 16 mai 2014

### Gestion des ressources humaines et Formation

S4123	Heute Kollege/in - morgen Führungskraft: ein Rollenwechsel, der alle Beteiligten fordert	7., 8. Mai & 2. Juni 2014
S4139	Coaching skills for managers	13 <sup>th</sup> & 14 <sup>th</sup> May 2014

### Droit

S7020	La maladie du salarié	8 mai 2014
S7008	La représentation des salariés dans le secteur privé	5 juin 2014

POUR LA LISTE COMPLÈTE DES SÉMINAIRES  
[CLIQUEZ ICI](#)